

Hors de Gaza !

Par Barry Grey et David North, le 7 janvier 2009

Le Comité international de la Quatrième Internationale et le *World Socialist Web Site* dénoncent l'attaque militaire meurtrière de l'armée israélienne sur la population palestinienne de Gaza. Cette attaque, aérienne et terrestre à la fois, sur une enclave densément peuplée et pratiquement sans défense, est un crime de guerre.

L'incursion des troupes israéliennes, des chars d'assaut et de l'artillerie, dominée par les bombardements en cours provenant des airs et de la mer sur des cibles civiles, a dressé le décor pour une augmentation importante des morts et des blessés. Lors des huit premiers jours de l'agression, celle-ci a déjà causé la mort de 500 Palestiniens et elle en a blessé plus de 2400, dont un nombre important de femmes et d'enfants.

Comme toujours, l'utilisation de la violence militaire par le régime israélien s'accompagne d'un niveau de cynisme, d'hypocrisie et de tromperie stupéfiant. Un Etat qui possède une des machines de guerre les plus modernes et les plus sophistiquées au monde se présente, encore une fois, en victime.

L'affirmation selon laquelle la dernière agression est une réaction légitime aux roquettes du Hamas est démentie par les événements qui ont précédé l'assaut sur Gaza. Avant qu'Israël ne lance son attaque aérienne le 27 décembre, pas un Israélien n'avait été tué par la récente recrudescence des tirs de roquettes Qassam, inefficaces et fabriquées de façon artisanale, lancées de Gaza. L'augmentation de ces tirs de roquettes avait été provoquée par le fait qu'Israël avait rompu le cessez-le-feu en orchestrant un raid transfrontalier en novembre qui avait tué six membres des forces de sécurité du Hamas. Israël a défié les clauses du cessez-le-feu, refusant de lever le blocus mortel sur Gaza qui, pendant 18 mois, avait privé de denrées alimentaires, de soins médicaux, d'eau potable et d'électricité la population appauvrie. Il avait tout d'abord accepté le cessez-le-feu, selon ses propres aveux, dans le but de se préparer intensément pour la présente guerre.

Depuis qu'Israël a lancé cette dernière ronde d'agression, quatre personnes au sud d'Israël ont été tuées par les roquettes palestiniennes. La perte de toute vie humaine est regrettable, mais c'est un horrible fait que les médias appliquent des critères différents à la valeur qu'ils accordent aux vies israéliennes et palestiniennes. Ces dernières, si on en juge par la couverture des événements par CNN ou d'autres sources médiatiques occidentales, comptent pour très peu. La proportion des morts palestiniens par rapport aux morts israéliens dans la guerre actuelle est de plus de 100 contre un. Lors des huit dernières années, approximativement 20 Israéliens sont morts en raison d'attaques de roquettes provenant de Gaza, alors que les forces is-

raéliennes ont tué près de 5 000 Palestiniens.

Les tirs de roquettes sur Gaza reflètent le désespoir du Hamas et de la population palestinienne. Israël a délibérément provoqué de telles actions dans le but de créer un prétexte pour poursuivre ses ambitions expansionnistes et offensives.

Quelle est la situation à Gaza, créée par Israël et appuyée par les Etats-Unis, les puissances européennes et leurs régimes arabes bourgeois alliés, incluant le collaborateur américano-israélien, le président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas ? Un million et demi de personnes sont emprisonnées dans une zone grande comme la région métropolitaine de Détroit, un petit morceau de terre coincé entre le désert et la mer Méditerranée. On leur refuse le droit de sortir, au nord et à l'est par les troupes israéliennes et au sud par les troupes du dictateur égyptien Moubarak.

Aussi déplaisante que puisse sembler cette comparaison aux yeux du régime israélien, rien ne ressemble plus au sort de Gaza que le destin tragique des juifs du ghetto de Varsovie dans la Pologne occupée par les nazis.

Il y a, sans aucun doute, des intellectuels israéliens, des jeunes et des travailleurs ayant une conscience de classe qui sont opposés à l'invasion de Gaza et qui ont profondément honte des crimes commis par le régime en leur nom. Ils sont, nous en sommes certains, horrifiés par l'implication du peuple juif dans des crimes qui rappellent les atrocités nazies. Mais si, comme le disent les sondages d'opinion, 80 pour cent des Israéliens soutiennent l'assaut militaire sur ce territoire torturé, cela ne peut que refléter le haut niveau de désorientation et de démoralisation parmi de larges couches de la population. Un des pires crimes d'Israël est son exploitation cynique des horreurs de l'Holocauste pour justifier ses propres actions criminelles.

Il est impossible de discuter de l'assaut sur Gaza sans mettre l'accent crucial sur le rôle des Etats-Unis. L'élite dirigeante américaine sert de principal pilier et de co-conspirateur d'Israël depuis quarante ans, depuis qu'Israël s'est emparé de Gaza et de la Cisjordanie lors de la guerre de 1967.

Le gouvernement Bush reprend le rôle criminel qu'il a joué en 2006 lors de l'invasion israélienne du Liban, faisant de l'obstruction à la solde d'Israël pour bloquer toute initiative diplomatique destinée à un cessez-le-feu, afin de donner aux Israéliens le maximum de temps et de moyens pour tuer les Palestiniens et détruire un mouvement arabe hostile. La chronologie des derniers jours indique que l'administration Bush a fortement encouragé les Israéliens à

lancer leur invasion terrestre maintenant en partie pour faire échouer les efforts de l'Union européenne pour négocier une trêve.

Vendredi, après que l'Union européenne et le président français Sarkozy eurent annoncé une mission pour Israël prévue pour lundi afin de faire pression sur les Israéliens pour qu'ils acceptent un cessez-le-feu, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice s'est adressée à la presse devant la Maison-Blanche pour faire porter, une fois de plus, sur le Hamas la responsabilité pour les hostilités et soutenir l'opposition d'Israël à un cessez-le-feu. Samedi, le président Bush a utilisé son discours hebdomadaire à la radio pour réaffirmer la carte blanche que Washington donnait à Israël, ouvrant ainsi la voie à l'invasion qui a débuté plus tard dans la journée.

Au cours de ses brefs commentaires, Bush a multiplié les mensonges, accusant le Hamas — qui a gagné une élection populaire en 2006 et qui a étouffé une tentative de coup d'Etat par l'Autorité palestinienne, menée par le Fatah et appuyée par Israël et les Etats-Unis en juin 2007 — de s'être « emparé de la bande de Gaza par un coup d'Etat » et allant même jusqu'à accuser le Hamas d'être responsable de la catastrophe humanitaire causée par le blocus israélien imposé dix-huit mois plus tôt. Bush a essentiellement exigé que le Hamas accepte de se retirer au profit de la marionnette américano-israélienne Abbas comme condition pour que cesse l'agression israélienne.

Plus tard samedi, après que les Israéliens eurent lancé leur offensive terrestre, les Etats-Unis sont intervenus au Conseil de sécurité des Nations unies afin de bloquer une déclaration demandant une trêve immédiate.

De manière prévisible, le président élu Barack Obama joue un rôle tout aussi méprisable, maintenant un silence public, au motif que les Etats-Unis ont « seulement un président à la fois ». Ici, le principe légal, qui ne dit mot consent, s'applique entièrement. Cela vaut la peine de mentionner qu'Obama n'a pas eu de tels scrupules, il y a seulement quelques mois, lorsqu'il a été question de promouvoir le versement de centaines de milliards de dollars de l'argent des contribuables à ses partisans et amis de Wall Street.

Alors qu'Obama maintient un silence accablant, des congressistes démocrates de premier plan, incluant la porte-parole de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, le chef de la majorité au Sénat, Harry Reid et le sénateur Dick Durbin, ont fait des pieds et des mains pour montrer leur appui aux actions d'Israël.

La réponse des Nations unies n'est pas moins révélatrice. Sa combinaison d'impuissance et de duplicité rappelle la réponse de la Ligue des nations en 1930 face au viol de l'Éthiopie par l'Italie fasciste. Nous vivons une fois de plus une époque où les soi-disant organisations pour la « paix, » établies par la bourgeoisie internationale, se révèlent être des instruments servant imposer la politique des puissances impérialistes. L'hypocrisie de l'ONU et des gouvernements impérialistes qui la dominent est révélée on ne peut plus clairement par leur utilisation opportuniste du terme « crime de guerre ». L'acte qui est défini comme un crime de guerre et l'individu qui est envoyé devant le

tribunal de La Haye dépendent entièrement des intérêts géopolitiques et économiques des puissances impérialistes.

Finalement, il y a la traîtrise des régimes bourgeois du Moyen-Orient. Cela n'inclut pas seulement les complices avoués des Etats-Unis et d'Israël, spécialement l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie Saoudite, mais aussi les supposés opposants de l'impérialisme et du sionisme, c'est-à-dire l'Iran et la Syrie. Alors qu'un des objectifs de la politique d'Israël est sans aucun doute d'affaiblir Téhéran et Damas et de préparer la voie à une action militaire pour effectuer un « changement de régime » dans ces pays, on peut raisonnablement penser que des éléments du département d'Etat américain et du ministère des Affaires étrangères israéliennes maintiennent des communications à huis clos avec ces pays. Ce ne serait pas la première fois qu'un régime bourgeois verse des larmes de crocodile face au sort d'un partenaire moins important dans l'espoir de conclure une entente avec les grandes puissances.

Les Israéliens en disent plus qu'ils ne le souhaitent lorsqu'ils déclarent que leur massacre à Gaza est nécessaire pour créer les conditions d'une soi-disant solution « à deux Etats » à la question palestinienne. Cela ne fait que révéler le caractère réactionnaire de cette politique, qui prévoit la création d'un mini-Etat dominé par Israël, divisé par des routes de sécurité, des colonies et des barrières israéliennes, qui serviront de prison pour le peuple palestinien, gardé et contrôlé par un régime palestinien bourgeois fantoche. Un tel résultat ne changera rien aux conditions de pauvreté et de répression qui domine la vie de tous les jours pour les travailleurs palestiniens et les jeunes, tout en offrant à l'Etat sioniste une opportunité pour nettoyer ethniquement Israël en expulsant sa population arabe dans le bantoustan palestinien.

Le seul vrai allié des masses palestiniennes est la classe ouvrière internationale. La vague de protestations internationales contre l'agression israélienne en Europe, en Asie et en Amérique du Nord ainsi qu'au Moyen-Orient est un indice clair d'un changement dans les sentiments des masses. L'indignation et la révolte devant les crimes de guerre d'Israël démontrent une réaction croissante de la classe ouvrière non seulement au militarisme impérialiste, mais aussi à la plus grande crise économique du système capitaliste mondial depuis la Grande Dépression.

C'est la mobilisation unifiée de la classe ouvrière de chaque pays, incluant les travailleurs arabes et juifs, qui détient la clé pour une solution authentiquement démocratique et progressiste à la crise au Moyen-Orient. Cela doit prendre la forme consciente d'une lutte contre le sionisme, l'impérialisme, la bourgeoisie du Moyen-Orient et pour une fédération socialiste du Moyen-Orient, en tant que partie d'une révolution socialiste mondiale.

Telle est la perspective socialiste internationale pour laquelle luttent le Parti de l'égalité socialiste et le Comité international de la Quatrième Internationale. Nous demandons le retrait immédiat de toutes les forces israéliennes de Gaza, la levée du blocus et la restauration complète de conditions économiques et commerciales normales et l'approvisionnement massif d'aide au peuple palestinien.

(Article original anglais paru le 5 janvier 2009)